L'Hôpital israélite de Bruxelles (1943-1944)

Catherine Massange

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/782>

DOI : 10.4000/cmc.782

ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2006

Pagination : 13-35

ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Catherine Massange, « L'Hôpital israélite de Bruxelles (1943-1944) », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 7 | 2006, mis en ligne le 01 octobre 2020, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/782> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.782>

L'Hôpital israélite de Bruxelles (1943-1944)

Catherine Massange

En novembre 1943 s'ouvre à Ixelles un "Hôpital israélite" : les malades et le personnel, aussi bien médical qu'administratif, sont juifs. On n'aura à déplorer aucune rafle envoyant en déportation les Juifs qui s'y trouvèrent regroupés. L'institution constitua l'un des éléments de la "légalité" juive sous l'Occupation.

Quinze mois avant son ouverture, la déportation des Juifs de Belgique avait commencé : en août 1942, le premier convoi quitte la caserne Dossin de Malines à destination d'Auschwitz. L'extermination des Juifs est bien le but ultime de l'autorité occupante allemande, qui prend une série de mesures préparant et accompagnant la déportation vers Auschwitz, en tenant habilement compte du contexte belge.

Pour déporter les Juifs, l'autorité occupante s'attache d'abord à les identifier, puis à les isoler du reste de la population. Elle entend bien créer un ghetto économique, social et administratif. Le pouvoir nazi va recourir à divers instruments *ad hoc* qu'il a soin de mettre en place : l'Association des Juifs en Belgique (AJB) et le Grand-Bruxelles (qui fusionne les communes bruxelloises sur injonction de l'occupant) avec sa Commission d'Assistance publique en sont deux exemples.

L'Association des Juifs en Belgique est créée en novembre 1941¹. Alors que les mesures allemandes contraignent un nombre croissant de Juifs à vivre dans une situation de précarité extrême, l'AJB, signataire des premières convocations pour la caserne Dossin et donc pour Auschwitz, se voit attribuer un rôle d'aide sociale. Ses dirigeants sont donc responsables de homes d'enfants juifs (le premier, créé par l'AJB à l'été 1942, est celui de Wezembeek) et de homes de vieillards juifs. Selon la logique occupante, la prise en charge de tous les malades juifs est également de son ressort et on pourrait s'attendre à ce que les patients juifs soient eux aussi regroupés dans une institution dépendante de l'AJB. Selon le point de vue de l'AJB, si les malades juifs ne

¹ Sur l'AJB, voir J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (dirs.), *Les curateurs du ghetto. L'Association des Juifs en Belgique sous l'occupation nazie*, Bruxelles, 2004.

peuvent plus être soignés par des médecins non juifs, il faut obtenir des autorités occupantes qu'ils le soient par des médecins juifs.

Si l'AJB constitue un instrument de la politique d'Occupation au sein même de la communauté juive, la Commission d'Assistance publique du Grand-Bruxelles jouera, elle aussi, un rôle significatif dans l'histoire des Juifs à Bruxelles durant l'Occupation et en particulier dans celle de l'Hôpital israélite. C'est elle qui, en novembre 1942, remplace les commissions d'assistance publique qui existaient dans chaque commune bruxelloise. Arthur Bacq, un homme d'Ordre nouveau, en assume la présidence.

Préliminaires

Si l'on trouve à Bruxelles, avant l'Occupation, un home pour vieillards juifs, celui de la rue de la Glacière – créé au XIX^e siècle –, il n'existe pas d'"hôpital israélite". Les malades juifs sont nombreux dans les hôpitaux des commissions d'assistance publique bruxelloises.

En 1942, l'AJB s'occupe d'aide et de visite aux malades nécessiteux, ce qu'elle continuera à faire tout au long de l'Occupation². Mais elle ne tient pas à se charger seule de la responsabilité d'un hôpital. Ses ressources financières ne correspondent évidemment pas aux besoins criants des Juifs en matière d'aide sociale, alors qu'elle tient pour son activité prioritaire la gestion de ses homes d'enfants et de personnes âgées. Ces derniers n'offrent-ils pas comme une possibilité d'arracher à la déportation ces deux segments de la population juive ?

Dès 1942, les autorités occupantes constatent que des Juifs tentent d'échapper à la déportation en se faisant hospitaliser. On discute alors de la possibilité d'envoyer des officiers de santé allemands effectuer des contrôles dans les divers hôpitaux³. Puis une autre solution, plus commode, se profile, consistant à regrouper les malades juifs au sein d'une seule et même institution. Voilà qui n'est pas de nature à effrayer particulièrement les Juifs, ni à alarmer les Belges non juifs. La

² C. Massange, « La politique sociale », dans J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (dirs.), *op. cit.*, pp. 277-316. Service public fédéral Sécurité sociale, Service des Victimes de la Guerre (SVG), R497/Tr206.891, procès-verbal de la séance du Comité local de Bruxelles de l'AJB du 13 mai 1942.

³ I. Meinen, « Les autorités allemandes d'occupation et l'AJB », dans J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (dirs.), *op. cit.*, p. 73. L'auteur remercie Insa Meinen pour son aide.

CAP souligne quant à elle l'urgence de réaliser le projet d'Hospice-hôpital-orphelinat. Bacq écrit, en juin 1943 : « Dans certaines régions du pays en effet, les autorités allemandes ont exigé la sortie des juifs des divers établissements hospitaliers où ils étaient recueillis et les ont dirigés sur Bruxelles, où nous nous trouvons dans la nécessité de les héberger »⁴. Et d'insister : les malades, les vieillards et les orphelins juifs « encomrent pour le moment nos établissements hospitaliers »⁵. En août 1943, l'*Oberfeldkommandantur* 672 informe Bacq que l'Assistance publique devra continuer à s'occuper des Juifs, l'AJB ne s'avérant pas en mesure de se charger de toute l'assistance sociale juive⁶. En mai 1943, « suite à l'ordre verbal que la Commission d'Assistance publique a reçu », la CAP prépare la création d'« un établissement spécial pour hospitaliser les vieillards, malades, orphelins et enfants abandonnés d'origine juive » dans un ancien hospice de la CAP d'Anderlecht, vacant, rue de l'Orphelinat⁷. Créé par l'Assistance publique, l'Hospice de Scheut est en conséquence ouvert en septembre 1943, mais en tant que home pour Juifs âgés : ce n'est ni un orphelinat, ni un hôpital.

Ces préparatifs vont se conjuguer à l'action de certaines personnalités juives : Jean Wiener et Felix Meyer s'attribueront un rôle décisif dans la création de l'Hôpital israélite. Jean Wiener est belge et médecin. Né à Anvers en 1906, il est le fils du grand rabbin de Belgique, Joseph Wiener, qui mourra en déportation⁸. Felix Meyer est, lui, un Juif allemand. Industriel et inventeur, il se dira titulaire de plusieurs centaines de brevets d'invention. De fait, son entreprise fabriquait des appareillages pour le travail du verre, utilisés notamment dans l'industrie chimique et pharmaceutique. Originaire d'Aix-

⁴ Centre public d'Action sociale de Bruxelles (CPASB), Grand-Bruxelles (GB) 53, lettre de Bacq au docteur Hördemann, à la Militärverwaltung, 11 juin 1943.

⁵ CPASB, GB 53, lettre de Bacq à Finné, échevin des Finances, 14 août 1943.

⁶ CPASB, GB 53, lettre de l'Oberfeldkommandantur 672 à Bacq, 27 août 1943.

⁷ CPASB, GB 53, lettre de Desmet, secrétaire général du cabinet du président de la CAP, au docteur Hördemann, à la Militärverwaltung, 27 mai 1943.

⁸ J.-Ph. Schreiber, *Dictionnaire biographique des Juifs de Belgique. Figures du judaïsme belge XIX^e-XX^e siècles*, Bruxelles, 2002, pp. 362-363. SVG, R497/Tr151.489, rapport d'une enquête faite les 4 et 9 septembre 1958 par Hubert Dumonceau de Bergendal : témoignage du docteur Wiener. SVG, R497/Tr242.839, rapport d'une enquête faite le 10 janvier 1972 par Hubert Dumonceau de Bergendal : témoignage du docteur Wiener.

la-Chapelle, il arrive en Belgique en février 1939. Son épouse, née Marguerite Darmstaedter, est belge.

Né en décembre 1875, il a donc à l'époque 63 ans⁹. Homme puissant et important à Aix-la-Chapelle, comme l'écrira Jean Wiener, il avait pu « conserver une certaine influence auprès des Allemands malgré ses origines juives »¹⁰. Felix Meyer expliquera, après-guerre, que « la réputation que mon activité scientifique et industrielle m'avait value auprès de plusieurs officiers supérieurs, originaires d'Aix-la-Chapelle, en service à l'Administration militaire à Bruxelles, me permit d'utiliser leur bonne volonté relative et l'animosité qui inspirait leurs rapports avec la Gestapo »¹¹. Un ami de Meyer, Jacques Lagrange, écrira après-guerre que « Meyer était bien connu de Raeder [Reeder], qui était un ancien haut fonctionnaire à Aix-la-Chapelle, ainsi que de Rahier, chef du *Devisenschutzkommando* à Bruxelles et qui avait été jadis fonctionnaire des douanes à Aix »¹².

Au début de la guerre, Meyer fait partie du "Comité de la rue de Ruysbroeck", *Hilfswerk für Juden aus Deutschland*, une œuvre de secours aux réfugiés juifs allemands, qui apparaît comme un interlocuteur privilégié des autorités d'occupation¹³. Les responsables de l'AJB considèrent Felix Meyer avec beaucoup de méfiance : que le chef de la section juive de la *Sipo-SD*, Kurt Asche en personne, le propose comme président de l'AJB (nomination que cette dernière refuse) ne peut manquer d'affecter la crédibilité que pourrait avoir Meyer au sein de l'instance dirigeante de la communauté obligatoire¹⁴. Maurice Benedictus, responsable administratif, témoignera ainsi de l'hostilité à l'égard de Meyer, en écrivant en 1943, alors qu'il est réfugié à Lisbonne : « Dès le début de l'Occupation, grâce à ses relations dans les

⁹ A. von Mettenheim, *Felix Meyer 1875-1950. Erfinder und Menschenretter*, Francfort, 1998, arbre généalogique, p. 200. Archives générales du Royaume (AGR), Police des Étrangers, 811.683.

¹⁰ SVG, R497/Tr242.839, rapport établi par Dumonceau de Bergendal, 10 janvier 1972.

¹¹ AGR, Police des Étrangers, 811.683. Auditorat militaire (AM), 7.922 (1944).

¹² AGR, Police des Étrangers, 811.683, lettre de Jacques Lagrange, s.d.

¹³ SVG, R497/Tr146.666, rapport de l'entretien de Benedictus, Hellendall et Pinkous, représentants de l'AJB, avec le Comité de la rue de Ruysbroeck, 27 mars 1942. J.-Ph. Schreiber, « Entre communauté traditionnelle et communauté obligatoire », dans J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (dirs.), *op.cit.*, pp. 98-100. AGR, Police des Étrangers, 811.683, note de la Police des Étrangers, 7 janvier 1942.

¹⁴ I. Meinen, « Les autorités allemandes d'occupation et l'AJB », dans J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (dirs.), *op.cit.*, p. 69.

milieux militaires allemands, il fut nommé par ceux-ci homme de liaison pour la question juive en Belgique. Il est indéniable qu'il obtint certaines faveurs pour les Juifs, mais vu son caractère autoritaire et impulsif et le fait de se sentir allemand avant tout, il donne aux Allemands et particulièrement à la *Gestapo* beaucoup de renseignements dont ceux-ci abusèrent. »¹⁵ Le docteur Salvator Van Wien, médecin à l'Hospice de Scheut, expliquera, après-guerre, que selon lui, Meyer « harcelait le SD [*Sicherheitsdienst*, le Service de Sécurité] » de demandes de libération et en obtint de fait beaucoup¹⁶. La CAP du Grand-Bruxelles lui reconnaît le rôle d'« agent de liaison entre son administration et la population juive résidant en Belgique »¹⁷. Le Comité de la rue de Ruysbroeck une fois absorbé par l'AJB, Felix Meyer, rejeté par cette dernière, n'est donc mandaté par aucune organisation et agit à titre personnel¹⁸.

Alors qu'en août 1943 il est toujours question de placer les malades juifs à Scheut, Bacq reçoit fin septembre de la *Militärverwaltung*, l'administration militaire allemande, l'autorisation écrite d'installer l'hôpital dans une aile de l'orphelinat d'Ixelles (établissement dépendant aussi de la CAP du Grand-Bruxelles), chaussée de Boondael, à côté de l'hôpital d'Ixelles et de l'hospice Van Aa¹⁹. Selon Jean Wiener, lui-même et Felix Meyer étaient en relations avec le docteur Hördemann, officier à la *Militärverwaltung*²⁰. En octobre 1943, le projet d'hôpital prend forme²¹. Jean Wiener déclarera après-guerre qu'il avait appris à ce moment-là de la *Militärverwaltung* que les malades juifs des hôpitaux de la Ville devaient être séparés des autres

¹⁵ SVG, R715/Tr248.400, « Rapport condensé sur quelques Juifs allemands ayant joué un rôle dans le drame juif en Belgique », par M. Benedictus, fait à Lisbonne, le 16 février 1943.

¹⁶ SVG, R497/Tr151.489, rapport d'une enquête faite les 4 et 9 septembre 1958 par Hubert Dumonceau de Bergendal : témoignage du docteur Van Wien.

¹⁷ CPASB, GB 53, attestation signée du secrétaire, Desmet, et du président, Bacq, de la CAP du Grand-Bruxelles, 27 octobre 1943.

¹⁸ C. Massange, « La politique sociale », dans J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (dirs.), *op. cit.*, p. 282.

¹⁹ CPASB, GB 53, copie d'une lettre de la *Militärverwaltung* adressée à Bacq, 29 septembre 1943.

²⁰ SVG, R497/Tr151.489, rapport d'une enquête faite les 4 et 9 septembre 1958 par Hubert Dumonceau de Bergendal : témoignage du docteur Wiener. SVG, R497/Tr242.839, rapport d'une enquête faite le 10 janvier 1972 par Hubert Dumonceau de Bergendal : témoignage du docteur Wiener. AM, Grand-Bruxelles, liasse 49 carton 49, témoignage de Jean Wiener, 19 mars 1946.

²¹ SVG, R497/Tr146.666, procès-verbal de la séance commune du Comité directeur et du Comité local de Bruxelles de l'Association des Juifs en Belgique, le 4 octobre 1943.

pour le 1^{er} novembre 1943, « faute de quoi ils seraient déportés »²². Si le terme de "déportés" n'a vraisemblablement pas été utilisé comme tel à l'époque, on sait combien les autorités occupantes savaient opportunément distiller les menaces...

En novembre 1943, l'"Hôpital israélite" ouvre ses portes. Comme à l'Hospice de Scheut, les malades et les membres du personnel sont tous juifs, à l'exception du directeur de l'établissement. À Scheut, le directeur non juif était présent dans les locaux, connaissait les pensionnaires – qui le remercieront d'ailleurs après-guerre – et s'impliquait quotidiennement dans la gestion de l'Hospice²³. Le cas de l'Hôpital israélite est différent à ce point de vue. Un directeur non juif, Henri Francken, y est également nommé, mais la vie quotidienne de l'hôpital est régie principalement par le médecin-directeur, le docteur Jean Wiener²⁴. Henri Francken, né à Ixelles en 1908, de nationalité belge, est directeur de l'hospice Van Aa, voisin de l'Hôpital israélite. Il atteste, après la Libération, avoir été le directeur de l'Hôpital israélite du 2 novembre 1943 au 30 septembre 1944. Il dédouane tous les membres du personnel de soupçon de contacts avec les autorités occupantes en soulignant : « Moi seul était le responsable de la gestion tant vis-à-vis de la Commission Assistance du Grand-Bruxelles que vis-à-vis de ces autorités ». Et d'expliquer : « L'hôpital israélite a été créé et aménagé par la Commission Assistance [sic] du Grand-Bruxelles d'ordre des Allemands, afin de séparer les Israélites de toute autre population. J'ai été et suis resté le seul représentant aryen de cet établissement et la direction m'en a été confiée en tant qu'agent de la Commission. »²⁵

Le personnel

Le processus de séparation des Juifs et des non-Juifs s'articulera en différentes étapes. Dès 1940, des Juifs faisant partie du personnel

²² SVG, R123/Tr152.028, lettre de Jean Wiener adressée à la United Restitution Organization, 2 septembre 1958.

²³ Th. Delplancq – C. Massange, « L'Hospice de Scheut (1942-1944) », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 5, 2003-2004, pp. 13-34.

²⁴ CPASB, GB 68, lettre de la CAP adressée à Francken, octobre 1943.

²⁵ Office des Étrangers, Police des Étrangers, A 284.445, attestation d'Henri Francken, 29 novembre 1944.

médical ou infirmier des établissements hospitaliers publics de la Ville de Bruxelles doivent « cesser leurs fonctions » en conséquence de l'ordonnance allemande les excluant de la fonction publique²⁶. Mais l'ordonnance d'interdiction professionnelle concernant spécifiquement médecins et personnel infirmier juifs date de juin 1942. L'Hôpital israélite va donc fournir un travail et par conséquent un salaire à des médecins et infirmières contraints à l'inactivité, mais aussi à un personnel administratif nombreux.

Alors que certains des médecins travaillant dans un établissement hospitalier de la CAP de Bruxelles avaient dû quitter leur poste sur ordre de l'occupant, c'est aussi sur ordre de ce dernier que la CAP les reprend à son service.

Les membres du personnel doivent souvent leur engagement au hasard : ils connaissent, ont rencontré ou ont croisé un des responsables de l'hôpital comme Felix Meyer ou Jean Wiener²⁷. Certains furent détenus à la caserne Dossin avant d'être engagés à l'Hôpital israélite. C'est le cas de Georges Brandès, médecin-résident. Belge, ophtalmologue, né en 1900, Brandès avait été arrêté en juin 1943, incarcéré à la prison d'Anvers, puis à Malines²⁸. Jean Wiener saisit l'occasion de la création de l'hôpital pour le sortir de Malines²⁹. Le père de Georges Brandès, Abraham Brandès, né en 1870, également ophtalmologue et arrêté au même moment, fut pour sa part transféré à Scheut, où il mourut en février 1944³⁰. Une aide-infirmière d'origine polonaise attestera qu'elle a été arrêtée et enfermée au siège de la *Gestapo* avenue Louise, qu'un médecin de l'Hôpital israélite l'en a sortie pour l'amener à l'Hôpital comme malade et qu'elle y fut ensuite engagée³¹. Le docteur Rosa Majmin, elle, déclara en 1945 qu'alors qu'elle se cachait, ayant appris qu'un hôpital pour Juifs allait être créé

²⁶ CPASB, rapport annuel de la Commission d'Assistance publique de Bruxelles pour 1940, s.d.

²⁷ Fondation de la Mémoire contemporaine (FMC), interview de C. G., 1999. FMC, interview de Henri Mordenfeld, 1997. Johannes Blum, interview de Henri Mordenfeld, 2005. L'auteur remercie Johannes Blum pour son aide. FMC, interview de Suzy Falk, 2005.

²⁸ SVG, SDR 82.411. J.-Ph. Schreiber, *Dictionnaire...*, op. cit., p. 67.

²⁹ SVG, R497/Tr146.666, procès-verbal de la séance commune du Comité directeur et du Comité local de Bruxelles de l'Association des Juifs en Belgique, le 4 octobre 1943. SVG, PP 23508, déclaration de Georges Brandès, au ministère de la Reconstruction, 19 septembre 1951, et déclaration de Jean Wiener, 22 septembre 1951.

³⁰ Archives du Home Van Hellemont, registre des entrées.

³¹ SVG RC 33.351. SVG, registres d'admission de l'Hôpital israélite.

et que des médecins juifs pourraient y travailler, elle s'était d'abord méfiée « de peur d'un guet-apens ». Elle s'adressa alors pour en savoir plus à Jan De Man, échevin des Régies du Grand-Bruxelles, qu'elle connaissait. De Man lui assura que « cet hôpital était réellement chargé de recueillir les malades juifs et qu'il n'y avait pas de danger à poser [s]a candidature ». Elle fut engagée et y travailla jusqu'à la Libération³².

La CAP du Grand-Bruxelles prend en charge les salaires du personnel ainsi que les dépenses relatives au fonctionnement de l'Hôpital. Le rapport annuel financier pour 1943 de la CAP du Grand-Bruxelles mentionne 406.631,34 francs de dépense annuelle ainsi qu'un « subside de l'État pour l'exploitation d'un hôpital pour Juifs » de 250.000 francs³³. La Croix-Rouge apporte aussi son aide matérielle à l'Hôpital. L'AJB fournit des colis aux malades³⁴.

Tous les membres du personnel disposent d'un certificat délivré par la CAP et approuvé par l'autorité occupante, qui est également valable pour leur famille. Il y est précisé que « les personnes susmentionnées sont exemptées des mesures actuelles contre les Juifs »³⁵. Cette protection ne fait pas illusion : d'une part, plusieurs membres du personnel sont des Juifs réfugiés qui avaient quitté l'Allemagne où ils avaient subi la politique hitlérienne et ont de bonnes raisons d'être circonspects devant toute mesure prise par l'occupant, et d'autre part, l'hôpital étant ouvert fin 1943, la suspicion de danger est bien plus grande qu'aux débuts de l'Occupation. À côté du certificat officiel, un membre du personnel de l'Hôpital peut donc préférer continuer à vivre sous une identité d'emprunt, sortir sans porter l'étoile et montrer de faux papiers en cas de contrôle alors que les "vrais" sont censés le protéger. En effet, si les membres du personnel de l'Hospice de Scheut y sont pour la plupart domiciliés, ceux de l'Hôpital israélite ont leur adresse officielle mentionnée sur ces certificats (ce qui ne veut pas dire

³² AM, Grand-Bruxelles, liasse 49 carton 56, pro justitia, déclaration du docteur Majmin, 27 décembre 1945.

³³ CPASB, rapport annuel de la Commission d'Assistance publique de Bruxelles pour 1943, pp. 10-15.

³⁴ CPASB, GB 53, lettre de Lalemand, directeur de l'Hospice de Scheut, adressée à Bacq, président de la CAP, 17 juin 1944.

³⁵ CPASB, GB 53, copies des certificats. CPASB, GB 53, compte rendu de l'entrevue du 30 août 1943 avec Erdmann, Hauptstürmführer.

qu'ils y habitent réellement). Ils font quotidiennement le trajet entre leur habitation (clandestine ou officielle) et l'hôpital. En rue, ils doivent porter l'étoile (ce qu'ils ne font pas toujours). Un médecin-résident (Georges Brandès), une infirmière et une aide-infirmière ont toutefois leur domicile officiel à l'adresse de l'hôpital³⁶. Meyer Karaulnik, Polonais, qui disposait d'un certificat comme médecin de l'Hôpital israélite, fut arrêté début août 1944 à son domicile à Ixelles. Selon ce qu'il déclara après-guerre, la *Gestapo* trouva chez lui des journaux clandestins. Il fut enfermé à la prison de Saint-Gilles, puis envoyé à Malines, d'où il fut délivré à la Libération³⁷.

L'infirmière en chef de l'Hôpital israélite fut également arrêtée (en mai 1944), emprisonnée à la caserne Dossin, d'où elle sortit à la Libération³⁸.

Les trois médecins chefs de service sont Jean Wiener (directeur, chef des services médicaux), Oscar Weill (chef du service médical) et Richard Reich (chef du service chirurgical)³⁹. Oscar Weill, né en France en 1883, de nationalité belge, est une sommité médicale : professeur à l'Université libre de Bruxelles (ULB), chef du service universitaire de médecine générale à l'Hôpital Brugmann, président-fondateur de la Société belge de Gastro-Entérologie, il avait été arrêté par l'occupant et détenu à la prison de Saint-Gilles pendant trois mois⁴⁰. Richard Reich est lui né en Allemagne en 1889. Chirurgien-gynécologue renommé, il dirige à Coblenz à la veille de la guerre une clinique dont il est propriétaire. Il arrive en 1939 en Belgique et déclare vouloir gagner les États-Unis. Il obtient – difficilement – une autorisation de rester sur le territoire, à condition de ne pas y exercer d'activité lucrative⁴¹.

³⁶ CPASB, GB 53. FMC, interview de Henri Mordenfeld, 1997. Johannes Blum, interview de Henri Mordenfeld, 2005. FMC, interview de Suzy Falk, 2005. CPASB, GB 53. SVG, R123/Tr152.028, lettre de Jean Wiener adressée à la United Restitution Organization, 2 septembre 1958.

³⁷ SVG, SDR 41.411 et PPE 2.373.

³⁸ CPASB, GB 68, lettre de Arthur Forchheimer, directeur, adressée à Felix Meyer, 4 août 1944. CPASB, 15.038.

³⁹ CPASB, rapport annuel de la Commission d'Assistance publique de Bruxelles pour 1943, p. 16. CPASB, GB 53.

⁴⁰ J.-Ph. Schreiber, *op. cit.*, pp. 355-356. B. Dickschen, *L'école en sursis. La scolarisation des enfants juifs pendant la guerre*, Bruxelles, 2006, p. 65.

⁴¹ Office des Étrangers, Police des Étrangers, A 326.552.

Jean Wiener attesta, après-guerre, que le personnel de l'hôpital était en fait nombreux par rapport aux lits disponibles (il cite les chiffres de 70 personnes pour 110 lits) et qu'il avait lui-même proposé le plus possible d'engagements⁴². Dans une lettre à Bacq en novembre 1943, Wiener écrit effectivement : « En dehors du nombre de personnes que vous avez bien voulu nous accorder, je me permets de vous proposer quelques ajoutes »⁴³.

Les copies des certificats de 70 membres du personnel ont été conservées (ce qui ne signifie pas qu'ils travaillèrent tous à l'hôpital, ni tout au long de son existence). On peut estimer que l'hôpital employa près d'une vingtaine de médecins, une douzaine d'infirmières et une quinzaine d'aides-infirmières. On n'y compte pas que du personnel soignant : le staff administratif y est nombreux et on engage aussi un « coiffeur », une « masseuse », un « magasinier assistant », un « messager »...⁴⁴

Arthur Forchheimer est directeur administratif⁴⁵. C'est l'un des plus âgés parmi les employés : né en 1874, il a près de 70 ans (une infirmière, née en 1872, est son aînée). La plus jeune, une « domestique », a environ 16 ans. Près de la moitié des membres du personnel ont plus de 40 ans⁴⁶.

Les docteurs Jean Wiener, directeur, et Oscar Weill sont belges, mais la nationalité des membres du personnel de l'Hôpital est exemplative de la diversité des origines des Juifs présents en Belgique au début de la guerre. Si l'on compte une quinzaine de Belges, ce qui est proportionnellement plus que dans la population juive présente dans le pays à la veille des hostilités, le nombre des ressortissants polonais se monte également à une quinzaine : ils sont donc proportionnellement moins nombreux que dans l'ensemble de la population juive. Un peu plus de la moitié sont apatrides. Une quinzaine au moins sont des Juifs du *Reich* déchus de leur nationalité, tel Arthur Forchheimer, représentant général pour l'Europe de firmes

⁴² SVG, R497/Tr151.489, rapport d'une enquête faite les 4 et 9 septembre 1958 par Hubert Dumonceau de Bergendal : témoignage du docteur Wiener.

⁴³ CPASB, GB 68, lettre de Jean Wiener adressée à Bacq, 24 novembre 1943.

⁴⁴ CPASB, GB 53.

⁴⁵ SVG, SDR 181.420. Office des Étrangers, Police des Étrangers, A 171.987.

⁴⁶ CPASB, GB 53.

américaines de commerce de bois, qui arrive en 1936⁴⁷. Plusieurs membres du personnel, chassés d'Allemagne par les mesures hitlériennes, se sont réfugiés en Belgique après 1933. Forchheimer, comme Meyer, est un des responsables du "Comité de la rue de Ruysbroeck"⁴⁸.

Les patients

Les patients sont hospitalisés à partir du 2 novembre 1943. Dans le courant du mois, l'Hôpital enregistre 87 admissions. Les premiers malades sont en fait transférés d'autres établissements de la CAP : ils proviennent des hôpitaux publics de Schaerbeek, d'Etterbeek, de Saint-Gilles, d'Anderlecht... De l'ouverture de l'Hôpital israélite jusqu'à la Libération, les registres d'admission comptent 801 entrées. Wiener évaluera, après-guerre, à 1200 le nombre de malades soignés à l'Hôpital et expliquera que certains n'étaient pas inscrits « pour des raisons de sécurité »⁴⁹. De même un certificat médical peut être vrai, exagéré ou totalement faux.

Après-guerre, Jean Wiener insistera sur le nombre élevé de Juifs en provenance des locaux de la *Gestapo* et de la caserne Dossin soignés à l'Hôpital israélite⁵⁰. Ils ne sont néanmoins pas les seuls. Une personne accidentée sur la voie publique s'il est attesté qu'elle est juive (selon sa carte d'identité ou parce qu'elle porte l'étoile) sera conduite à l'Hôpital israélite⁵¹. Il est difficile de savoir combien de Juifs se sont rendus individuellement et d'initiative à l'Hôpital pour y recevoir des soins. C'est l'Œuvre centrale israélite de Secours (OCIS, œuvre créée avant-guerre, dépendante de la Communauté israélite de Bruxelles) qui fut

⁴⁷ SVG, R497/Tr126.611, liste du personnel de l'Hôpital israélite.

⁴⁸ Office des Étrangers, Police des Étrangers, A 171.987. SVG, R497/Tr146.666, rapport de l'entretien de Benedictus, Hellendall et Pinkous, représentants de l'AJB, avec le Comité de la rue de Ruysbroeck, 27 mars 1942.

⁴⁹ SVG, registres d'admission de l'Hôpital israélite. SVG, R123/Tr152.028, lettre de Jean Wiener adressée à la United Restitution Organization, 2 septembre 1958. SVG, R497/Tr242.839, rapport d'une enquête faite le 10 janvier 1972 par Hubert Dumonceau de Bergendal : témoignage du docteur Wiener.

⁵⁰ SVG, R123/Tr152.028, lettre de Jean Wiener adressée à la United Restitution Organization, 2 septembre 1958. SVG, SDR 108.245, attestation de Arthur Forchheimer et de Jean Wiener, 10 juillet 1946.

⁵¹ SVG, registres d'admission de l'Hôpital israélite.

chargée, elle, des consultations pour malades juifs, rue Joseph Claes à Saint-Gilles⁵².

Outre la section pour les hommes et celle pour les femmes, chacune de 45 places environ, l'Hôpital dispose d'une salle pour enfants. Des enfants naquirent à l'Hôpital israélite. L'AJB a des pouponnières, où l'Hôpital israélite peut envoyer les nourrissons, et c'est à l'Hôpital que sont soignés les enfants des homes de l'AJB⁵³. Mais l'Hôpital a aussi pour tâche de soigner les centaines de pensionnaires des hospices pour Juifs âgés tant de l'AJB que de la CAP. Vu leur état de santé le plus souvent défaillant, ces personnes sont donc l'objet de transferts d'une institution à l'autre. Scheut et l'Hôpital israélite ne pouvant suffire aux besoins, si des pensionnaires de Scheut sont conduits à l'Hôpital israélite, ce dernier essaye, de son côté, d'envoyer des personnes âgées à Scheut, où sera d'ailleurs organisée, début 1944, une section pour "incurables" d'une cinquantaine de lits. En juin 1944, Louis Lalemand, le directeur de l'Hospice de Scheut, écrira que l'Hôpital israélite « insiste journallement » pour que des malades soient transférés dans cette section, mais Scheut ne peut les accueillir⁵⁴.

Ces établissements de soins sont autant d'étapes sur un chemin de souffrances. Un ouvrier diamantaire anversois, polonais, né en 1875, arrivé en Belgique en 1926, est incarcéré par le SD à la prison d'Anvers. De là, il est transféré à l'Hospice de Scheut en janvier 1944. Il n'y reste que trois semaines, avant d'être amené à l'Hôpital israélite, où il décédera peu après. Un pensionnaire de l'Hospice de l'AJB à Auderghem, né en 1869, est soigné à l'Hôpital israélite fin janvier 1944, renvoyé à Auderghem en février et finira ses jours à la section des incurables de Scheut en juin 1944. Début novembre 1943, cinq femmes (l'une est belge, les quatre autres sont arrivées en Belgique entre 1912 et 1925) en provenance de l'Hospice de l'Infirmierie de la rue du Canal, dépendant également de l'Assistance publique de Bruxelles, sont admises à l'Hôpital israélite. Elles y restent trois mois avant d'être transférées à l'Hospice de Scheut. Fin septembre 1944, après la Libération, elles sont renvoyées à l'Hospice de l'Infirmierie (l'une

⁵² CPASB, GB 53, circulaire de la CAP, décembre 1943.

⁵³ SVG, livres de salle de l'Hôpital israélite. SVG, registres d'admission de l'Hôpital israélite.

⁵⁴ CPASB, GB 53, lettre de Lalemand à Bacq, 17 juin 1944.

d'entre d'elle décède à l'Hôpital Saint-Pierre)⁵⁵. Mais ces transferts pénibles peuvent fournir des occasions de salut : un Juif bruxellois témoignera en 1947 qu'ayant été arrêté par la *Gestapo* et enfermé dans les caves de l'avenue Louise, il en est sorti sur intervention d'un médecin de l'Hôpital israélite, a été admis à l'Hôpital, puis placé par ce même médecin à l'hospice de vieillards de la rue Victor Rauter, annexe de celui de Scheut, alors qu'il était en réalité trop jeune pour y être admis⁵⁶.

L'Hôpital israélite n'accueille pas, en théorie, de malades psychiatriques, ni de tuberculeux, ni de patients très contagieux. Par exemple, les enfants atteints de coqueluche sont transférés à la section des contagieux de l'Hôpital Saint-Pierre. Un pensionnaire de Scheut peut aussi être hospitalisé à l'Hôpital israélite, puis conduit à Fond'Roy, qui continue à recevoir des malades psychiatriques juifs. Par exemple, un pensionnaire du home de la rue de la Glacière, né en Pologne en 1881, est transféré à Scheut fin 1943. Quelques jours plus tard, il est admis à l'Hôpital israélite, où il ne séjourne qu'une dizaine de jours avant d'être admis à Fond'Roy. Des malades sont envoyés au sanatorium d'Alseberg, qui dépend aussi de la CAP du Grand-Bruxelles⁵⁷.

Alors que des Juifs étaient sortis des caves de l'avenue Louise ou de la caserne Dossin à Malines, avec l'accord de la *Gestapo*, pour être soignés à l'Hôpital israélite, les autorités d'occupation ne se montraient que très rarement dans les locaux de l'Hôpital. Il n'y avait en fait pratiquement pas de contrôle : sur toute la durée d'ouverture de l'institution, on ne relève guère, semble-t-il, qu'une seule visite d'inspection allemande, « qui n'eut d'ailleurs pas de conséquences néfastes pour les malades », déclarera Jean Wiener. Ce dernier expliquera, après-guerre, que des patients dont la guérison, et donc la sortie de l'Hôpital, était proche, se voyaient « discrètement prévenus » de façon à pouvoir prendre leurs dispositions en vue de passer dans la clandestinité. Et si l'Hôpital ne connut pas de mesures de répression brutales de la part des autorités d'occupation, son directeur estimera

⁵⁵ SVG, Registres des décès de l'Hôpital israélite. Archives du Home Van Hellemont, registre des entrées.

⁵⁶ SVG, RC 33.351.

⁵⁷ SVG, registres d'admission de l'Hôpital israélite. Archives du Home Van Hellemont, registre des entrées.

possible après-guerre que les « pressions constantes » exercées par Felix Meyer expliquent en partie cette tolérance⁵⁸. Mais il est évident que tant les malades que le personnel étaient à tout moment à la merci d'une décision allemande : les documents administratifs (même incomplets) que se devait de tenir l'hôpital existaient (livres d'admission avec les adresses, etc.), contribuant ainsi à un repérage et à un fichage des Juifs. Il aurait suffi d'une seule rafle pour les déporter tous.

Il est difficile d'estimer aujourd'hui la qualité des soins prodigués par l'Hôpital. Il faudrait pour cela pouvoir comparer avec d'autres institutions similaires pendant la même période, compte tenu du temps de guerre, des carences généralisées en soins de santé et en alimentation, comme des restrictions multiples qui ne pouvaient manquer d'affecter le secteur des médicaments. Remarquons toutefois que, lorsque Felix Meyer dut se faire hospitaliser pour une grave opération en 1944, ce n'est pas à l'Hôpital israélite qu'il se fit opérer⁵⁹. Le registre des décès de l'Hôpital israélite porte 61 mentions⁶⁰. Même si certains patients décédèrent sans doute peu après leur sortie, on ne saurait qualifier l'hôpital de "mouroir".

Le bâtiment n'étant pas conçu pour les fonctions auxquelles il est affecté, les difficultés quotidiennes sont nombreuses. Arthur Forchheimer s'en plaint à Felix Meyer quand, en août 1944, la CAP de Bruxelles se demande si le personnel n'est pas en surnombre : il n'existe pas d'ascenseurs, ni de monte-charges de la cuisine aux salles des malades et, « par exemple, la moindre cruche d'eau chaude doit être portée aux étages » ; les malades sont souvent transportés à l'Hôpital d'Ixelles, à la salle d'opérations ou aux rayons X, « à travers le jardin, par un chemin en pente raide » ; il faut entretenir ce bâtiment qui a trois étages et un sous-sol⁶¹.

S'il n'y eut aucune admission les 3, 4 et 5 septembre 1944, l'Hôpital continua à fonctionner quelque temps encore après la Libération. Au lendemain de celle-ci, Felix Meyer fit savoir aux autorités belges (sans étayer sa déclaration de preuves ou de témoignages) que c'était par son

⁵⁸ SVG, R497/Tr151.489, rapport d'une enquête faite les 4 et 9 septembre 1958 par Hubert Dumonceau de Bergendal : témoignage du docteur Wiener.

⁵⁹ AGR, Police des Étrangers, 811.683. FMC, interview de C. G., 1999.

⁶⁰ SVG, registre des décès à l'Hôpital israélite.

⁶¹ CPASB, GB 68, lettre de Arthur Forchheimer, directeur, adressée à Felix Meyer, 4 août 1944.

intermédiaire « que fut divulgué, et par là même rendu impossible, le projet d'internement en masse qui devait, entre le 26 août et le 2 septembre 1944, achever le "nettoyage" de l'agglomération bruxelloise par une série d'arrestations effectuées en une nuit à 300 adresses individuelles et dans les homes d'enfants et de vieillards, ainsi qu'à l'Hôpital »⁶². Si les homes d'enfants de l'AJB furent évacués et les enfants cachés quelques jours avant la Libération, grâce au Comité de Défense des Juifs (CDJ) et à son réseau de relations, il n'en alla pas de même pour les hospices pour Juifs âgés, comme Scheut par exemple. Les malades de l'Hôpital israélite ne furent pas non plus évacués.

Quelques patients seront encore admis après la Libération : en septembre 1944, on compte encore une trentaine d'admissions. Une dernière malade entrera le 19 septembre⁶³. La fin de l'Occupation met un terme à l'existence de la CAP du Grand-Bruxelles, chaque CAP communale reprenant ses responsabilités d'avant-guerre. L'Hôpital israélite et l'Hospice de Scheut constituant deux créations du Grand-Bruxelles, c'est la CAP d'Ixelles qui sera considérée comme responsable de l'Hôpital israélite pour cette courte période, du fait de la présence de l'établissement sur son territoire⁶⁴.

L'image de l'Hôpital dans l'après-guerre

Pendant la guerre, l'Hôpital israélite ne fut apparemment guère connu des non-Juifs, ni d'ailleurs des Juifs qui n'avaient pas eu à le fréquenter. Après-guerre règne à son propos une certaine perplexité. Son image est brumeuse et suscite des doutes : l'établissement n'était-il pas connu de l'autorité occupante ? Des médecins allemands y travaillaient. Et il n'a pas connu de rafle...

Les Allemands d'origine sont l'objet d'un regard suspicieux⁶⁵. Ils doivent prouver qu'aucun fait d'incivisme ne peut leur être imputé.

⁶² AGR, Police des Étrangers, document envoyé par Felix Meyer à la Police des Étrangers, s.d. AM, 7.922 (1944).

⁶³ SVG, registres d'admission de l'Hôpital israélite.

⁶⁴ CPASB, GB 26, rapport du Bureau de Liquidation de la Commission d'Assistance publique de l'ex-Grand-Bruxelles, 22 janvier 1948.

⁶⁵ Sur la situation des Juifs allemands présents en Belgique après-guerre, voir les travaux de Frank Caestecker, notamment : « Joodse vluchtelingen in West-Europa vóór en na de Holocaust (1933-1950) », dans *Driemaandelijks tijdschrift van de Stichting Auschwitz*, janvier-mars 2000, n° 66, pp. 96-99.

Déjà dans un rapport écrit en 1943 à Lisbonne, où il s'était réfugié, Maurice Benedictus, l'un des responsables de l'AJB, écrivait : « Un juif allemand est et restera toujours un boche 100 % à mon avis »⁶⁶. Opinion sans doute répandue. Ce n'est évidemment pas la Libération qui la fera évoluer.

Ce que certains retiennent donc de Felix Meyer, Allemand d'origine, apatride pendant la guerre, est qu'il avait ses entrées auprès des autorités allemandes, qu'il dialoguait avec le *SS-Obersturmführer* Asche et le représentant de la *Militärverwaltung* von Hahn, qu'il habitait à son domicile légal sans être inquiété... Par contre, le simple doute en indigne d'autres, qui estiment devoir leur survie à son intervention. Le journal yiddish *Unzer vort – Unser Wort – Notre Parole* le cite en date du 6 octobre 1944 au nombre de ceux qui devront rendre des comptes. Mais c'est pour se rétracter un mois plus tard : « Depuis lors, nombre de Juifs sont venus nous trouver à notre rédaction et ont dit que nous avons commis une erreur [...] parce que ce monsieur leur a fait beaucoup de bien et parce que lui leur [*sic*] avait sauvé la vie. Ils nous ont affirmé qu'il a fait de même à beaucoup d'autres familles juives. Nous avons aussi reçu une quantité de lettres écrites dans le même sens. Alors nous-mêmes avons fait une enquête et nous avons pu constater que la colonie juive n'a rien du tout à reprocher à ce monsieur Meyer quant à son attitude envers les Juifs »⁶⁷. Felix Meyer décédera en Belgique en 1950.

Si la CAP du Grand-Bruxelles a été reconnue comme organisme usurpateur et collaborationniste après-guerre, ce n'est bien sûr pas le cas des institutions hospitalières, tel l'Hôpital israélite, qui travaillaient sous sa houlette. L'échevin Arthur Bacq sera condamné à mort, non seulement en raison de ses responsabilités dans le Grand-Bruxelles mais aussi pour son action à l'Office du Travail de Charleroi pendant l'Occupation. L'existence des établissements pour Juifs de la CAP, principalement l'Hospice de Scheut, mais aussi l'Hôpital israélite, vaudra plutôt circonstance atténuante, puisque les Juifs qui y étaient hébergés ont survécu et que certains viennent témoigner en faveur de

⁶⁶ SVG, R715/Tr248.400, « Rapport condensé sur quelques Juifs allemands ayant joué un rôle dans le drame juif en Belgique », par M. Benedictus, fait à Lisbonne, le 16 février 1943.

⁶⁷ AM, 7.922 (1944).

l'inculpé⁶⁸. Bacq, lui, avait semblé prendre soudainement conscience du danger d'une rafle... quelques jours avant la Libération. Il écrit le 28 août 1944 que, pour lui, le fait, pour un Juif, de se trouver dans un établissement de la CAP devait constituer « une sauvegarde » et qu'à l'heure où il apprend « que certains services veulent liquider ces homes », la CAP aurait alors « joué un rôle odieux en permettant le rassemblement dans ces établissements d'un grand nombre d'Israélites qu'on pourrait cueillir en une fois »⁶⁹.

Salomon Ullmann⁷⁰, premier président de l'AJB, qui se présente après la Libération comme grand rabbin de Belgique faisant fonction, écrit que l'Hôpital israélite « a été installé pour séparer les Israélites de l'autre partie de la population, ce qu'on ne peut pas envisager comme collaboration »⁷¹. Position cohérente avec le point de vue défendu avant la guerre par certains Juifs qui préconisaient des institutions (écoles, hospices...) juives spécifiques. Ce qui n'aidra pas, sous l'Occupation, à mesurer toute la portée de la volonté allemande de séparer Juifs et non-Juifs, mais brouillera également, aux yeux de certains non-Juifs, l'image de la situation des Juifs.

Certains membres du personnel de l'Hôpital israélite demandèrent à des titres divers leur reconnaissance comme résistants. Pour les autorités compétentes, le simple fait d'avoir travaillé à l'Hôpital israélite ne soulève pas le soupçon de collaboration, mais n'a pas davantage à voir avec une action de résistance. Pour le ministère de la Reconstruction, il est clair que « cet hôpital a été créé par l'Administration communale de Bruxelles, sur ordre des Allemands, dans le but de le réserver exclusivement aux Israélites ; que cet hôpital, en lui-même, ne présentait donc rien de clandestin »⁷². Et l'Hôpital israélite n'a jamais été considéré comme un lieu de détention. Il sera toutefois reconnu comme « résidence forcée » pour le docteur Brandès, qui y

⁶⁸ AM, Grand-Bruxelles, liasse 49, carton 48.

⁶⁹ CPASB, GB 53, lettre de Bacq au Secrétaire général de l'Intérieur, 28 août 1944.

⁷⁰ J.-Ph. Schreiber, *op. cit.*, p. 343.

⁷¹ Office des Étrangers, Police des Étrangers, A 284.445, attestation de Salomon Ullmann, s.d. [novembre 1944].

⁷² SVG, SDR 181.420, Ministère de la Reconstruction. Commission de Contrôle pour Résistants civils, siégeant à Bruxelles les 23 mai 1952 et 4 juillet 1952 en audience publique.

logeait, puisque l'Hôpital était « sous la surveillance des autorités du Grand-Bruxelles et des autorités allemandes »⁷³.

Par ailleurs, les résistants blessés au combat devaient bien faire appel à des médecins de confiance. Ces derniers peuvent être considérés en conséquence comme résistants armés. Georges Brandès, belge, sera reconnu comme tel et comme prisonnier politique : il a été arrêté en juin 1943, avant la création de l'Hôpital, pour son « activité patriotique désintéressée (aide aux résistants blessés) », ce qui est attesté par l'Armée belge des Partisans. Brandès est emprisonné à Anvers jusqu'en septembre avant d'être conduit à Malines, d'où il sortira pour travailler à l'Hôpital israélite. Richard Reich sera lui aussi reconnu comme résistant armé. Les activités de Résistance constituent un argument de poids dans les demandes d'obtention de la nationalité belge, qui sera octroyée à Richard Reich, par exemple, en 1950. La qualité de résistant armé assure la dispense de la condition de séjour de dix ans en Belgique⁷⁴. Un autre médecin, Wolf Szperka, né en Pologne, devenu belge, fut reconnu comme résistant armé et comme « résistant par la presse clandestine » car « autorisé en tant que médecin à se déplacer à vélo pendant la nuit, le requérant en a profité pour déposer les clandestins dans les boîtes aux lettres des maisons »⁷⁵.

La logique de reconnaissance de l'acte de résistance par les autorités publiques belges est intéressante à analyser. L'intention y joue par exemple un rôle essentiel, tout comme elle s'avérera un élément déterminant dans la considération de la collaboration : le non-lieu sera prononcé pour certains responsables de l'AJB, notamment car ils n'avaient ni intention « méchante », ni volonté de trahir le pays. Pour être reconnu comme résistant, le fait de s'être mis en danger est également indispensable. Selon certains témoignages d'après-guerre, de jeunes Juifs participaient aux travaux de cuisine, de nettoyage et d'entretien de l'Hôpital israélite, tout en étant déclarés malades. Comme il

⁷³ SVG, R497/Tr36.021, rapport de l'enquête faite par Dumonceau de Bergendal sur l'Hôpital israélite de Bruxelles, 21 décembre 1955 : témoignage de Francken. Ministère de la Défense, III 12650, procès-verbal de la séance du 15 septembre 1949 de la Troisième Commission de Contrôle de Bruxelles de l'Office de la Résistance et attestation de Henri Francken du 17 mars 1949.

⁷⁴ SVG, SDR 82.411 et PP 23.508. Ministère de la Défense, III 12650. Ministère de la Défense, X 4831. SVG, PP 34.259. Office des Étrangers, Police des Étrangers, A 326.552. Office des Étrangers, Police des Étrangers, 1.658.648. Ministère de la Défense, VII 13738.

⁷⁵ SVG, SDR 210.649 et PP 998. Office des Étrangers, Police des Étrangers, A 326.552.

n'y eut ni contrôle, ni répression, le ministère de la Reconstruction estime qu'il n'est pas établi que ces jeunes gens puissent être considérés comme cachés et le fait de les avoir aidés ne suffit pas pour être reconnu comme résistant⁷⁶. Soigner des personnes vivant dans la clandestinité ne semble pas être un argument décisif pour se voir reconnaître la qualité de résistant ; avoir sorti des Juifs des locaux de la *Gestapo* pour raisons médicales non plus⁷⁷. Mais du point de vue des victimes juives arrêtées par la *Gestapo* et conduites avenue Louise, qui voient arriver un médecin de l'Hôpital israélite qui les arrache à la *Gestapo* pour les placer à l'Hôpital, ce médecin leur a sauvé la vie, a pris des risques en prononçant un diagnostic peut-être faux ou exagéré : c'est un résistant. Lorsque, en 1953, en dépit d'un rapport préliminaire favorable⁷⁸, la Commission de Contrôle pour Résistants civils constate qu'un médecin « a établi de faux certificats pour faire sortir du local de la *Gestapo* certains juifs arrêtés », que ce faisant ce médecin « juif apatride, n'a aidé que des coreligionnaires ; qu'il n'est pas établi, dès lors, qu'il a agi dans l'intention de lutter contre l'ennemi, comme l'exige l'arrêté-loi »⁷⁹, et en conséquence ne lui accorde pas le titre de résistant civil, les victimes peuvent donc ressentir une distorsion entre leur image du résistant et la réalité juridique que traduit ce refus de l'octroi du statut.

Conclusion

L'Hôpital israélite constitua pour les patients qui y furent soignés un lieu de passage, non un lieu de vie, comme peut l'être un home pour enfants par exemple. Il ne porte pas la même charge émotionnelle, ni n'occupe la même place dans la mémoire juive que les homes d'enfants. Son identification mémorielle n'est pas claire. Le bâtiment lui-même n'est plus reconnaissable aujourd'hui.

Le cas de l'Hôpital israélite illustre bien la complexité de la situation des Juifs pendant l'Occupation et la difficulté de réagir

⁷⁶ A. Donnet, « L'instruction par la justice militaire : un non-lieu de mémoire », dans J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (dirs.), *op. cit.*, pp. 375-416 (en particulier p. 409). SVG, SDR 181.420.

⁷⁷ SVG, SDR 41.411 et PPE 2.373.

⁷⁸ SVG, RC 33.351.

⁷⁹ SVG, SDR 108.245.

adéquatement à des mesures allemandes qui produisent des images qui sont autant de pièges. Les membres du personnel de l'Hôpital, par exemple, ne vivent souvent pas entièrement dans la "légalité", ni entièrement dans la clandestinité.

L'Hôpital montre aussi à quel point des associations, des institutions, des individus furent instrumentalisés par l'occupant. La création de l'Hôpital israélite résultera de la stratégie génocidaire nazie confrontée avec les buts, les marges de manœuvre et les perceptions de la réalité d'autres intervenants comme l'AJB, la CAP du Grand-Bruxelles et des particuliers tels Felix Meyer et Jean Wiener. Mais ce sont bien les autorités occupantes qui détiennent le pouvoir de décision et c'est dans leurs mains que reposent les choix réels. La *Militärverwaltung*, qui joue un rôle important dans le maintien des relations avec l'administration belge, y trouve son avantage. Quand Felix Meyer s'adresse à ses relations à la *Militärverwaltung*, il trouve une alliance possible : si les intentions sont différentes, le moyen, la création de l'Hôpital, est identique. Mais si le but poursuivi par Meyer et par d'autres Juifs, qui est de sauver des vies, se trouvera atteint, c'est uniquement parce que l'occupant n'a pu réaliser le sien, l'extermination des Juifs, faute d'avoir les moyens, du fait de la Libération, d'en contrôler le processus jusqu'au bout. Il n'y a pas eu de rafle envoyant à la mort les Juifs de l'Hôpital israélite. Il n'empêche que celui-ci constitue un rouage du mécanisme de la « Solution finale ».

Le personnel médical de l'Hôpital israélite de Bruxelles.

© MJDR

Henri Mordenfeld, concierge à l'Hôpital israélite.
Collection privée.

Le personnel non médical de l'Hôpital israélite de Bruxelles.

Collection privée.